

Synthèse du webinaire d'échange d'expériences sur les enjeux des démarches participatives ici et là-bas du 14.01.2021

Ce document regroupe, de manière brute, les apports amenés par les participant-e-s au « webinaire d'échange d'expériences sur les enjeux des démarches participatives ici et là-bas », organisé par la Fedevaco le 14.01.2021. Ces différentes questions, remarques et enjeux ont été collectés sur des tableaux Miro durant et après les ateliers menés lors de cette journée.

Lors de ce webinaire, **une septantaine d'expériences** de démarches participatives ont été rapportées et questionnées. Parmi elles,

- 18 démarches en gestation
- 35 démarches en cours
- 16 démarches finalisées

13 expériences sont liées à la participation des personnes issues de la migration, 12 liées à la participation des jeunes, 7 liées à la participation en santé, 23 liées à la participation des communautés à la construction de leur environnement de vie, 11 liées à un processus de gouvernance partagée et 4 processus d'empowerment individuel et collectif.

Démarches de la coopération au développement : 25

- ONG et leurs partenaires : 20
- Association de migrants : 5

Démarches en Suisse romande : 38

- Collectivités territoriales (communes, canton) : 9
- Hautes écoles : 10
- Institutions publiques: 7
- Associations : 12

Autres / non déterminé : 6

Les participant-e-s à cette journée ont été amené-e-s à apporter leurs imputs (sur Miro ou lors de la discussion) en termes de bonnes pratiques, en répondant à la question suivante :

D'après vos expériences, quels en sont les ingrédients de bonnes pratiques?

Cela peut être des exemples vécus ou des ingrédients que vous pressentez essentiels dans les démarches participatives

a) Au niveau **des démarches** (toute l'organisation du dispositif de participation, comment il a été pensé, les ressources allouées, etc.)

- Impliquer les organisations citoyennes dans tout le processus dès le début des démarches. Ainsi, ils s'approprient des projets qui sont ensuite soumis aux collectivités territoriales pour capitalisation.
- Pérenniser un service d'appui aux communes pour des démarches participatives comme « j'ai un projet.ch » pour les jeunes - envié des autres cantons.
- Les démarches d'évaluation participative qui intègrent les impacts inattendus – vis-à-vis des bailleurs et vis à vis des bénéficiaires/partenaires

- Gouvernance partagée : laisser le temps au temps, admettre un processus à plusieurs vitesses. Tout le monde ne peut pas entrer de la même manière et en même temps dans un nouveau mode d'organisation : au niveau individuel on doit être prêt pour prendre ses responsabilités et avoir confiance (en soi, en les autres)
- Démarche qui permet de sortir des étiquettes de types de public-cibles (p. ex "migrant"), vers des groupes d'usagers
- Laboratoires d'usages, ateliers participatifs pour terminer les projets
- La participation ne se résume pas à un moment! Plusieurs étapes et du temps sont nécessaires pour l'inscrire dans un processus
- Commencer par quelque chose de concret
- Démarche qui part d'un diagnostic participatif communautaire initial (se poser les bonnes questions/impliquer en amont/prendre le temps en amont/ faire ressortir les besoins et les difficultés de certains groupes de populations/ évaluer les compétences qui existent au sein du groupe)
- Démarche qui part de la demande des bénéficiaires, qui identifie collectivement les marges de manœuvre, qui abouti à un projet pour et par les bénéficiaires = acteurs du projet dans plusieurs dimensions (prévention, moniteurs, se former aux questions de genre, projets artistiques, etc.)
- Approche de création de groupements puis de réseaux de groupements. Qui sont des espaces "sécurisés" participatifs, qui permettent la participation, notamment des femmes, à des espaces de prise de décision
- Multiplication des interactions / formats / outils
- Avoir un appui méthodologique
- Respect des délais annoncés (même s'ils sont revus en cours de projet)
- Passer par des canaux en ligne/vidéo pour toucher le public cible

b) Au niveau des facteurs humains (postures, rôles, motivations, rapports de pouvoirs, adéquation des publics cibles invités à participer, etc. et qui impactent la démarche)

- Travail de légitimation et de sentiment d'appartenance en amont
- Travail sur la confiance entre animateur·ices et participant·es (posture, écoute, issu·e du même contexte, espaces sûrs)
- Favoriser une culture de l'erreur
- Cohérence entre le dire et le faire (management et équipes)
- Avoir une culture organisationnelle ouverte, prête à prendre des risques, transparente, et faisant preuve d'humilité
- Donner la parole à chacun·e (réflexe genre, diversité, etc)
- Travail sur les convictions et volonté des participant·es
- Etablir une dynamique de co-construction basée sur des valeurs de Respect, Dignité et Confiance
- Ecoute, humilité et bienveillance (règles de fonctionnement clair au sein de la démarche), communication non-violente
- Portage des démarches par des représentants des autorités ou de l'administration est important même si remise en cause de structures établies (définition du pouvoir)

c) Au niveau **des résultats** (ce qui a émergé de la démarche, co-responsabilisation, co-gestion, nouvelles dynamiques ou partenariats ; on peut se référer à l'échelle ou aux types de participations)

- Dakar : exemple de reprise par les autorités d'une démarche participative citoyenne de recensement
- Activer des ressources financières au sein de la communauté est un gain
- A développé de nouvelles compétences, confiance en soi, relations améliorées
- Une évaluation participative qui a permis des changements de pratiques au sein de l'organisation
- Canaux de diffusion bien plus consultés s'il est transmis par les animateurs-rices
- Grande motivation et implication lorsque l'on se sent acteur-trice à part entière: cercle vertueux
- Fonctionnement participatif : plus d'efficacité et plus d'efficience, plus de créativité
- Madagascar : l'approche partenariale / délégation partielle du pouvoir (haut de l'échelle de la participation) des réseaux de groupements qui permettent de développer des partenariats/collaborations avec les pouvoirs publics et/ou d'autres organisations
- Résultat d'un programme au long cours basé sur la participation (approche co-productive):
 - Augmentation de la cohésion sociale et de la solidarité
 - Amélioration/augmentation de l'estime de soi et bien-être psychosocial
 - Participation active des membres des groupements au développement/amélioration des conditions de vie de leur ménage (amélioration de leur économie) mais aussi local (travaux communautaires par ex.)
 - Participation à des espaces de décision, les membres expriment leurs besoins et proposent des solutions
 - Participation des femmes et jeunes à des postes à responsabilité dans les groupements et réseaux
- Démarche qui a permis une réinsertion professionnelle et/ou sociale via les activités
- Il y a une modification des pratiques des gouvernants (vers plus de participation)
- Résultats d'un projet participatif plus soutenables
- Gestion des conflits différente : dialogue, co-construction (on apprend ensemble) au lieu de tribunal
- La légitimité est un facteur de succès : Légitimité des migrants à participer en CH, légitimité de la diaspora CH à favoriser la participation au pays
- Impact en termes d'estime de soi, de sentiment d'appartenance à un groupe, de prise de conscience de sa capacité d'engagement citoyen

Les participant-e-s ont également été amené-e-s à apporter leurs imputs concernant les difficultés rencontrées lors de démarches participatives, en répondant à la question suivante :

D'après vos expériences, quelles sont/ ont été les difficultés du participatif, les erreurs souvent commises?

Quelles sont qu'est-ce qui vous frustre dans le participatif ? Cela peut être des exemples concrets d'écueils ou des points de vigilances.

Au niveau **des démarches** (dispositif prévu de participation)

- Peu de soutien public (financier et logistique) pour donner suite aux idées de départ/études

- S'assurer du contexte politique favorable et des ressources humaines et financières pour éviter une participation alibi
- Contexte sécuritaire permettant la participation
- Participation à distance
- Temps nécessaire à investir dans le processus, surtout au démarrage
- Pas seulement temps mais aussi compétences pour élaborer et démarrer une démarche participative. Dépasser la démarche pour aborder les questions de culture organisationnelle à mettre en place
- Lever les barrières à la participation de tous·tes : légitimité, isolement, temps à disposition et assurer les conditions d'une culture de la participation
- Atteindre une représentativité des public-cibles (genres, milieu socioprofessionnel, populations vulnérables, etc. d'autant plus en contexte de pandémie), s'assurer que ce ne sont pas toujours les mêmes représentant·es des associations qui participent
- Représentativité-inclusion : intégrer les hommes dans des démarches d'égalité
- Obtenir un cadre de travail à long terme pour intégrer/accompagner ces démarches
- Souvent le cadre n'est pas suffisamment bien pensé ou bien élaboré (se poser les bonnes questions)
- La question du leadership de la démarche : doit-elle rester au sein de l'institution publique ?
- Quelle est la taille du (des) groupe(s) pour permettre une participation active?
- Gouvernance partagée : faire le deuil du modèle idéal ; travailler avec des niveaux de participation différenciée, respecter les rôles et compétences, pas tout le monde n'a quelque chose à dire sur tout

Au niveau **des facteurs humains** (rôles, pouvoirs, etc. qui impactent la démarche)

- Comment passer du niveau où chaque opinion est prise en compte à une position commune, consensus ou autre?
- L'accompagnement requiert des compétences spécifiques
- Sortir des rapports de pouvoirs pré-existants, notamment casser les barrières entre les jeunes et les adultes, et créer du lien entre les différents publics cibles
- Motivations personnelles des participants, risques de récupération (politique) par des leaders
- La clarification des buts et échelon de participation de la démarche pour ne pas donner de faux espoirs, la traduction des concepts pour que ce soit accessible à toutes et tous (environnement multi-culturel)
- Ponctualité, discipline des acteurs·trices des démarches
- Soigner les aspects individuels, émotionnels, creuser le psychologique avant de voir les bénéfices du collectif
- Risque d'épuisement des volontaires impliqués (souvent les mêmes personnes engagées dans leur communauté)
- S'assurer du renforcement de compétences des acteurs·trices impliqués (bénévolement) via leur participation

Au niveau **des résultats** (ce qui a émergé de la démarche, co-responsabilisation, co-gestion, nouvelles dynamiques ou partenariats)

- La bonne dynamique communautaire est un résultat de la démarche mais nécessite d'avoir les moyens de suivi sur une longue période
- Parvenir à inscrire la participation dans des lois (jeunes)

- Différence de temporalité entre attentes des participants et projets de planification territoriale
- Manque d'outil de pérennisation

Enfin, un espace a été dévolu pour les points à aborder post-atelier :

Quelles sont les questions qui restent ouvertes ou enjeux pour la suite pour lesquels demander des contributions au groupe (post-atelier) ou aborder lors de la 2ème journée

et à quel niveau ou sur quel thème ?

Comment s'y prendre en termes de mise en place /design de démarches participatives ?

- Comment amener le public cible à participer ? Avec quels outils mettre en place "en douceur" des fonctionnements participatifs? Quel cadre organisationnel ?
- Faut-il "baisser les bras" dès les 1er signes de refus de participer?
- Comment envisager la participation dans un monde COVID?
- Des organisations qui se lancent peuvent-elle commencer dès le début en haut de l'échelle de la participation ou tenter de monter l'échelle progressivement ?
- Par quoi commencer : La participation = outil pour construire la confiance mutuelle ou la confiance mutuelle comme ingrédient indispensable à la participation?
- Comment permettre à des personnes de sortir des processus ou d'y entrer en cours de route, sans exclusion, comment gérer le tournus
- Comment penser la participation des femmes ? Comment assurer une participation inclusive dans un environnement très genré ?
- Comment assurer une équité de parole à tous sans « forcer » la prise de parole ?
- Comment harmoniser les indemnités, pour valoriser les rôles de chacun-e ? entre professionnalisation et bénévolat, comment ne pas instrumentaliser ?
- Comment évaluer correctement le niveau de participation (sur l'échelle) adapté à un processus ou à un moment du projet - et selon quels critères? (Objectif: éviter les frustrations)
- Comment tenir compte de différentes langues pour ne pas écarter des publics cibles ?
- Comment bien définir les rôles des participants ?

Demandes de capitalisation d'expériences, d'apprendre de bonnes pratiques

- Quelles sont les bonnes pratiques en termes d'élaboration de budgets participatifs ?
- Comment gérer les conflits /difficultés de compréhension de publics cibles très différents participant à ces démarches ?
- Gestion de la participation :
 - enjeu de la motivation des participant·es : comment la cultiver sur une longue durée ? Comment gérer le respect des rythmes différents des parties prenantes ?
 - Comment gérer les attentes des différents publics cibles
 - Comment lever les résistances à une nouvelle culture de fonctionnement ?
- Comment gérer la temporalité des démarches participatives:
 - temps pour ancrer des changements, mais temps pour garder la motivation
 - le champ de tension entre besoins de temps pour ces démarches et les exigences des bailleurs de fonds ?
- Comment évaluer le rapport coût/efficacité d'une démarche participative ?

- Comment s'assurer que la démarche participative renforce la logique bottom up pour faire remonter des besoins et des demandes des bénéficiaires finaux et ne soient pas un échelon supplémentaire d'un projet top down ?
- Le processus doit-il être mis en place par les autorités ou par des organisations ou les deux ?
- Comment intégrer la voix des jeunes dans la politique d'une organisation/d'une commune : quel cadre, temps, ressources, échelon ?
- Evaluation du processus :
 - Comment mesurer le succès ?
 - Quel outil pour quantifier l'impact des démarches participatives?
 - Comment mesurer aussi les effets inattendus ?
- Peut-on envisager des espaces participatifs au lieu de processus participatif : des laboratoires d'usages d'espaces publics ? Comment faire pour que la population donne son avis?
- Comment gérer la communication des résultats des démarches participatives ?
- Comment avoir accès et enrichir par la pratique une boîte à outils de méthodologies de facilitation des processus de participation ?
- Est-ce que l'argent a pu être un frein dans le processus participatif? Le fait qu'il y a des personnes qui sont salariées et les autres sont bénévoles? Comment concilier?
- Comment évoluer et pas juste reproduire nos schémas habituels, être vraiment à l'écoute et laisser la place ?

Valorisation des démarches participatives, démultiplication, plaidoyer

- Comment mieux valoriser un processus participatif, ses résultats collectifs obtenus, la satisfaction des gens qui contribuent, l'évaluation du projet auquel le processus contribue ?
- Comment visibiliser et encourager la recherche-action participative ?
- Comment parvenir à inscrire dans la loi la participation (des jeunes, ...) ?
- Comment augmenter la sensibilisation à ces démarches participatives ?
- Comment visibiliser et encourager la participation comme outil pour renforcer la légitimité et travailler sur la diversité

Accompagnement / réseau de compétences sur les démarches participatives /communauté de pratiques

- Comment accompagner la participation dans des organisations de jeunes ?
- Besoin d'une plateforme d'échange d'expériences, une sorte de tandem de l'expérience
- Quels partenariats entre bureaux spécialistes de la participation citoyenne et collectivités afin de transmettre les compétences aux employés des communes et diminuer les mandats d'accompagnement lorsque les fonds manquent.
- Il y a un intérêt à partager sur les processus de co-construction d'espaces urbains entre la Suisse et le Sud, même si les designs de processus sont adaptés, les besoins sont les mêmes.
- La participation reste un domaine très empirique (on apprend en faisant). Nous avons tout à gagner à partager nos expériences